

Le lien entre divorce et vulnérabilité en Italie et en Espagne

CARELLA Maria*
GARCÍA PEREIRO Thaïs**
PARANT Alain***

■ Résumé

On se propose d'estimer si les divorcés sont plus vulnérables que les individus remis en couple ou mariés en comparant leur situation (sanitaire, sociale et économique) au cours d'une période donnée.

L'étude concerne l'Espagne et l'Italie, deux pays d'Europe du Sud fortement empreints par la culture et la tradition catholiques, où les comportements matrimoniaux ont connu d'importants bouleversements au cours des dernières décennies

Dans ce contexte, on essayera : de mettre en évidence d'éventuels écarts de situations entre l'Italie et l'Espagne et entre les hommes et les femmes ; de vérifier en quoi la population des séparés ou divorcés peut être plus fragilisée que la population des personnes mariées ou remises en couple après divorce relativement à trois différentes sphères de vulnérabilité : sanitaire, économique, sociale.

■ Abstract

The article aims to establish whether divorcees are more vulnerable than other individuals by comparing their health, economic status and general well-being in Italy and Spain.

In particular this research highlights differences between countries (Italy and Spain) and individuals (men and women; divorced, married and remarried) and shows how different spheres of vulnerability (health, economic, social) are affected by divorce.

Introduction

Au cours des dernières décennies, la littérature scientifique sur le divorce a principalement mis l'accent sur les conséquences que ce phénomène produit aussi bien sur les anciens époux que pour leurs enfants (Chardon et Daguet, 2009 ; Régnier-Loilier, 2013), la rupture conjugale se révélant être un processus source de vulnérabilité socio-économique (Gahler et Garriga, 2012). Dans la période qui suit une séparation, comme dans la période qui la précède, des événements peuvent survenir qui altèrent les conditions de vie

* Département de Sciences politiques, Université de Bari, Italie (maria.carella1@uniba.it)

** Département de Sciences politiques, Université de Bari, Italie (thagape@hotmail.com)

*** Institut national d'études démographiques, Paris, France (parant@ined.fr)

des personnes (Andreß et Bröckel, 2007 ; Aassve *et al.*, 2007). Les individus qui éprouvent la rupture du mariage plongent dans un scénario tout nouveau pour eux. L'après divorce est conçu dans un contexte de risques et d'incertitudes dans lequel les individus sont très souvent obligés de repenser « leurs projets » de vie, sur la base de ressources disponibles plus ou moins affaiblies (Garcia Pereiro et Solsona, 2011).

Dans cet article, on se propose d'estimer si les divorcés sont plus vulnérables que les individus remis en couple ou mariés en comparant leur situation (sanitaire, sociale et économique) au cours d'une période donnée.

L'étude concerne l'Espagne et l'Italie, deux pays d'Europe du Sud fortement empreints par la culture et la tradition catholiques, où les comportements matrimoniaux ont connu d'importants bouleversements au cours des dernières décennies : hausse continue et forte d'une cohabitation marquant désormais communément le début de la mise en couple, baisse d'intensité et allongement du calendrier de la primo-nuptialité, montée des ruptures conjugales (Garcia Pereiro, Pace, Carella, 2015).

Dans ce contexte, on essayera : de mettre en évidence d'éventuels écarts de situations entre l'Italie et l'Espagne et entre les hommes et les femmes ; de vérifier en quoi la population des séparés ou divorcés peut être plus fragilisée que la population des personnes mariées ou remises en couple après divorce relativement à trois différentes sphères de vulnérabilité : sanitaire, économique, sociale.

Données et méthodologie

L'étude s'est déroulée en deux phases. La première a été consacrée à l'analyse des éléments de contexte de la nuptialité et de la divortialité en Italie et en Espagne par comparaison avec les tendances observées en France, pays limitrophe, de tradition et de culture très proches, mais souvent caractérisé par une antériorité des évolutions démographiques.

La deuxième a consisté en une étude de la vulnérabilité des personnes divorcées à partir de données d'enquête. Pour apprécier l'intensité et les spécificités du phénomène, trois groupes d'hommes et de femmes ont été constitués : individus mariés ; individus divorcés ou en instance officielle de divorce ; individus divorcés et remis en couple, mariés ou en cohabitation.

Les données nécessaires à cette étude ont été extraites de l'enquête *European Union Statistics on Income and Living Conditions* 2009 (EU-SILC) sur les revenus et les conditions de vie en Espagne et en Italie, réalisée par Eurostat.

L'enquête EU-SILC est la source de référence européenne en matière de statistiques comparées sur les revenus et l'inclusion sociale. Le projet EU-SILC a été lancé en 2003 sur la base d'un accord conclu entre six États membres de l'Union européenne (Belgique, Danemark, Grèce, Irlande, Luxembourg et Autriche) et la Norvège, mais l'instrument EU-SILC n'est opérationnel que depuis 2004. Il intègre une composante transversale (*cross-section*) et une longitudinale (*panel*).

EU-SILC fournit deux types de données annuelles pour les 28 pays de l'Union européenne, la Norvège, la Suisse la Turquie, la Croatie et l'Islande :

– des données transversales relatives, à un moment déterminé, au revenu, à la pauvreté, à l'exclusion sociale et aux conditions de vie des personnes ;

– des données longitudinales concernant des évolutions dans le temps au niveau individuel, observées périodiquement sur une période de quatre ans.

EU-SILC est un cadre commun et non pas une enquête commune ; un cadre qui fixe une liste harmonisée de variables cibles primaires (annuelles) et secondaires (tous les quatre ans ou moins) à informer pour Eurostat, des lignes directrices et des procédures communes, des concepts partagés (ménage et revenu) et des classifications visant à assurer la plus grande comparabilité de l'information produite. La population de référence dans EU-SILC inclut tous les ménages privés et leurs membres résidant sur le territoire des pays concernés au moment de la collecte de données. Tous les membres d'un même ménage sont inclus dans l'enquête, mais seuls les membres âgés de 16 ans ou plus sont interrogés.

Cette source permet d'identifier et de mesurer certains signes de vulnérabilité des individus, par recours aux informations concernant (tableau 1) :

- dans le cadre des activités personnelles et des liens sociaux : les rencontres avec les amis et la famille et la participation régulière aux activités de loisirs ;
- dans le domaine de la santé : l'auto-perception et la fréquentation de centres de santé ;
- dans la sphère économique : les niveaux de revenus et la stabilité financière ;

L'enquête EU-SILC comprend également plusieurs informations biographiques intéressantes pour une étude de la vulnérabilité des divorcés. L'âge des individus, la présence d'enfants à charge, les caractéristiques du logement, le statut professionnel sont, en effet, de nature à influencer sur les conditions des personnes en rupture conjugale. Ces diverses données ont été en conséquence incluses comme variables de contrôle dans les analyses.

L'identification des dimensions de la vulnérabilité a été conduite par recours à un modèle de régression logistique multinomiale dans lequel les individus séparés ou divorcés ont constitué la catégorie de référence. En différenciant selon le pays et le sexe, les signes d'une éventuelle vulnérabilité sanitaire, économique ou sociale des séparés/divorcés ont été identifiés par comparaison avec les deux groupes d'individus mariés et d'individus divorcés et remis en couple.

Le choix de recourir à la méthode par association, qui s'appuie sur une analyse transversale, est justifié par l'insuffisance des données longitudinales. L'Enquête EU-SILC ne suit pas, en effet, les mêmes individus au cours du temps ; l'échantillon enquêté est partiellement renouvelé au fil du temps sur un mode aléatoire. L'Italie et l'Espagne, par exemple, adoptent un échantillonnage par rotation qui consiste dans la sélection de l'échantillon sur la base d'un certain nombre de sous-échantillons ayant tous la même taille et le même plan de sondage et qui sont représentatifs de l'ensemble de la population. D'une année à l'autre, certains sous-échantillons sont conservés, tandis que d'autres sont abandonnés et remplacés par de nouveaux.

Les questions de l'Enquête EU-SILC utilisées pour comparer la vulnérabilité sanitaire, sociale et économique des divorcés et celle des individus remis en couples ou mariés comprennent tantôt deux tantôt trois catégories de réponses. Les variables considérées dans les analyses descriptives et dans le modèle de régression logistique ont été construites sur la base de deux catégories seulement de réponses pour faciliter l'interprétation des résultats¹.

¹ Les variables concernant l'auto-perception de la santé et la fréquentation de centres de soins utilisées dans l'analyse ne se réfèrent qu'à deux catégories, la troisième n'étant pas validée en raison de réponses trop peu nombreuses.

Tableau 1. Dimensions, variables et questions utilisées du questionnaire EU-SILC (2009)

Dimensions	Variables	Questions	Catégories de réponses
Participation sociale	Rencontres avec amis et parents	Consacrez-vous habituellement du temps aux rencontres avec la famille et les amis ?	Oui
	Intégration sociale	Au cours des douze derniers mois, avez-vous participé à des activités de loisirs ou associatives (sportives, culturelles) ?	Oui
Santé	Auto-perception de la santé	Comment estimez-vous votre état de santé général ?	Bon Ni bon ni mauvais Mauvais
	Limitations des activités habituelles	Avez-vous été limité(e) depuis au moins 6 mois à cause d'un problème de santé dans les activités que les gens font habituellement ?	Oui Non
	Recours aux médecins	Nombre de visites chez les médecins au cours des 12 derniers mois	Moins de 5 Plus de 5
	Maladie chronique	Avez-vous une maladie ou un problème de santé chronique ou à caractère durable ?	Oui Non
Situation financière	Pauvreté	Revenu disponible équivalent-adulte inférieur à 60 % du revenu disponible équivalent-adulte médian national	Oui Non
	Capacité à faire face à des dépenses inattendues	Votre ménage pourrait-il faire face à une dépense imprévue d'un montant de 800 € ?	Oui Non
	Budget personnel	Disposez-vous, habituellement, d'une partie de vos revenus pour vous-même (vêtements, loisirs, épargne personnelle) ?	Oui
	État financier fin mois	Financièrement, diriez-vous que vous arrivez à la fin du mois ?	Difficilement Plutôt facilement
	Revenu annuel	Revenu annuel total du ménage Revenu annuel total disponible du ménage	Montant (en €)
	Retour à la famille d'origine	Variable proxy : Retour au foyer des parents	Cohabitant avec les parents Non cohabitant avec les parents

Éléments de contexte : fécondité, nuptialité et instabilité conjugale en Italie et en Espagne

Au cours des dernières décennies, les modèles de mise en couple (mariage ou cohabitation non maritale) et de formation de la famille ont connu des transformations significatives dans toutes les sociétés occidentales. Le déclin des mariages et l'augmentation progressive de la cohabitation, confirmée par la proportion croissante d'enfants nés hors mariage, sont les signes les plus évidents du modernisme démographique ayant abouti à la deuxième transition démographique (Lesthaeghe 1995, Van de Kaa, 1987).

En particulier le mariage, traditionnellement conçu comme un pont essentiel dans la transition vers l'âge adulte, a perdu sa centralité, un rôle clé étant attribué à la montée du divorce parmi les changements qui ont affecté le système démographique et social (Lesthaeghe, 1995). Le divorce n'est pas un phénomène nouveau dans l'histoire des sociétés européennes, mais sa propagation rapide dans presque tous les pays occidentaux est remarquable. Un processus d'universalisation des ruptures de couples – couples avec ou sans enfants – est à l'œuvre qui ne concerne plus seulement les personnes très instruites ou de niveau socio-économique élevé mais toutes les classes de la société (Simó et Solsona, 2003).

« On se marie de moins en moins en Europe, la vie en couple sans mariage gagnant du terrain. Et on divorce ou on se sépare de plus en plus, pour éventuellement se remettre en couple une deuxième, voire une troisième fois. Ces nouveaux comportements conjugaux sont apparus dès la fin des années 1960 dans les pays scandinaves, notamment en Suède, puis se sont diffusés progressivement en Europe, à des degrés toutefois divers selon les pays » (Prioux, 2006).

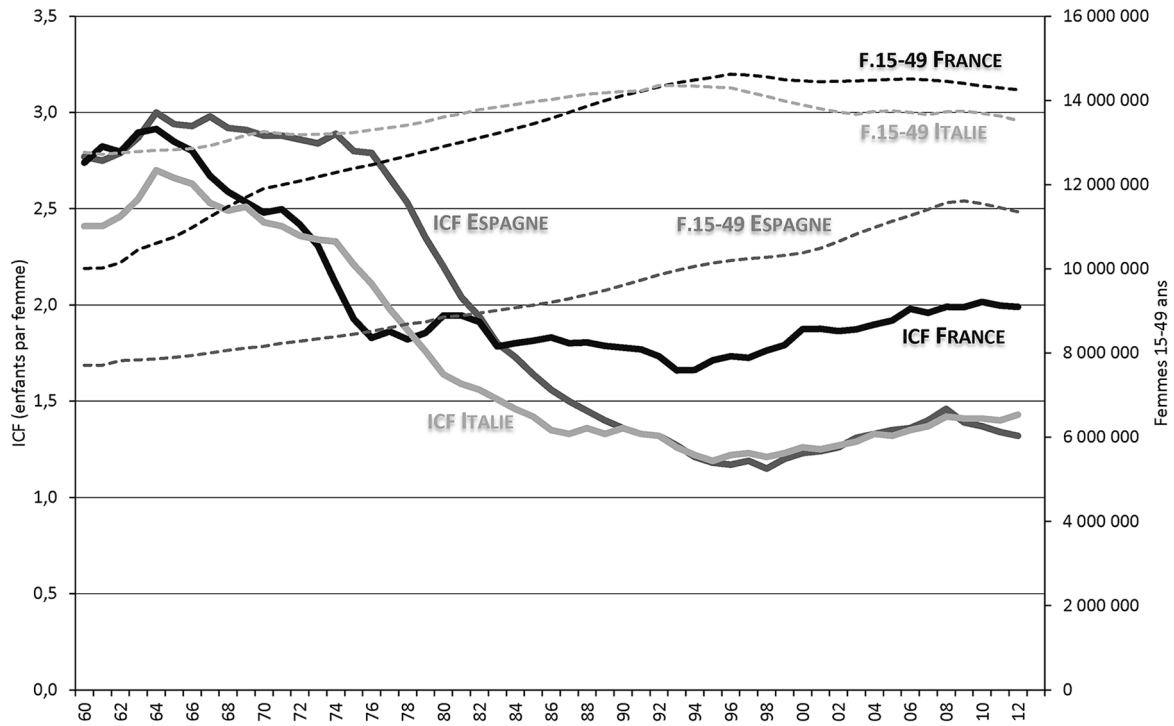
Les dissolutions d'unions conjugales affectent le système famille dans sa globalité. Les structures familiales se complexifient : familles monoparentales (plus nombreuses qu'autrefois et liées à d'autres causes que le seul veuvage), familles recomposées. Des comportements nouveaux et inattendus émergent : par exemple, des retours au foyer parental des hommes et des femmes séparés ou divorcés. La dynamique de la fécondité est, elle aussi, influencée par ces transformations structurelles des familles, avec des effets contraires : effet déprimant sur les projets de reproduction, lié au sentiment généralisé d'instabilité familiale ; effet positif des naissances issues des remariages (de Sandre, Pinnelli et Santini, 1999).

Un bref bilan de conjoncture suffit à illustrer l'ampleur des changements intervenus depuis les années 1960 en Espagne et en Italie, par comparaison avec la France.

Effondrement de la fécondité et multiplication des naissances hors mariage

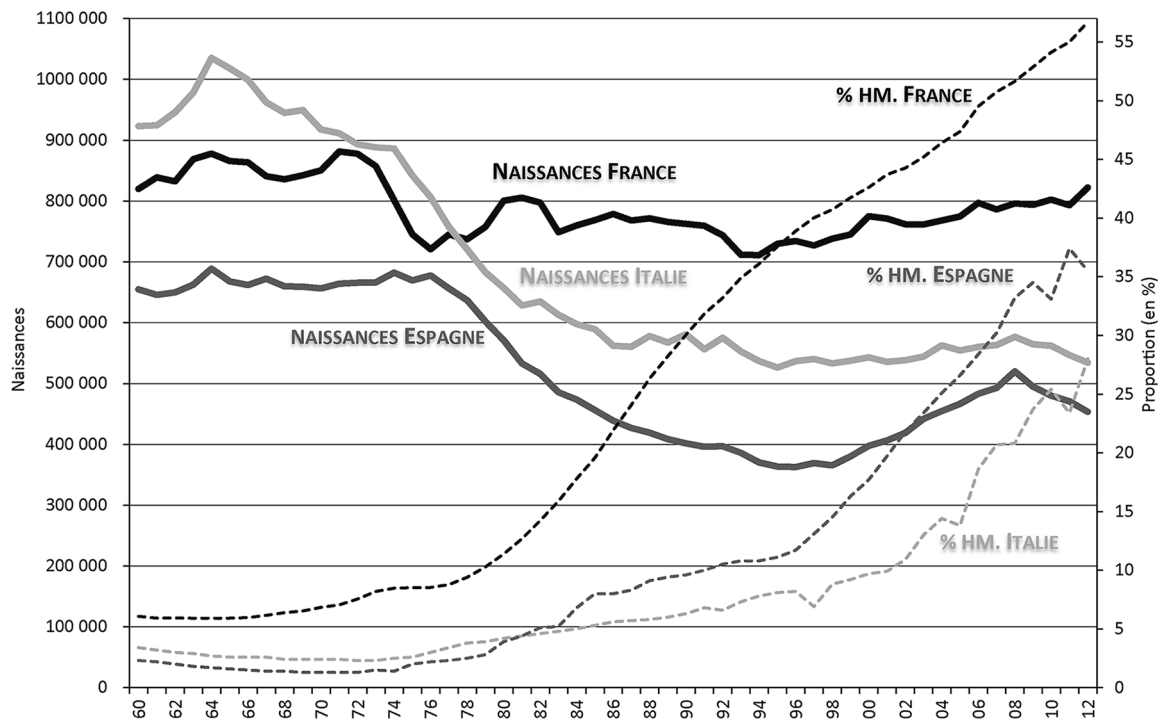
Plus tardif, le déclin de l'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) a également été plus prononcé en Espagne qu'en Italie (graphique 1). Les populations féminines en âge de procréer de ces deux pays figurent désormais parmi les moins fécondes du monde, le déficit par rapport au niveau garantissant le strict remplacement des générations s'élevant en 2012 à quelque 35 % (contre 5 % pour la France), et parmi celles dont le calendrier des maternités est le plus retardé (âge moyen à la naissance des enfants respectivement égal à 31,6 ans pour les Espagnoles et 31,4 ans pour les Italiennes ; 30,1 ans pour les Françaises).

Graphique 1. Espagne, Italie, France, 1960-2012
Indicateur conjonctuel de fécondité et population féminine en âge de procréer



Sources : Eurostat, Insee

Graphique 2. Espagne, Italie, France, 1960-2012
Naissances vivantes et proportion de naissances hors mariage



Sources : Eurostat, Insee

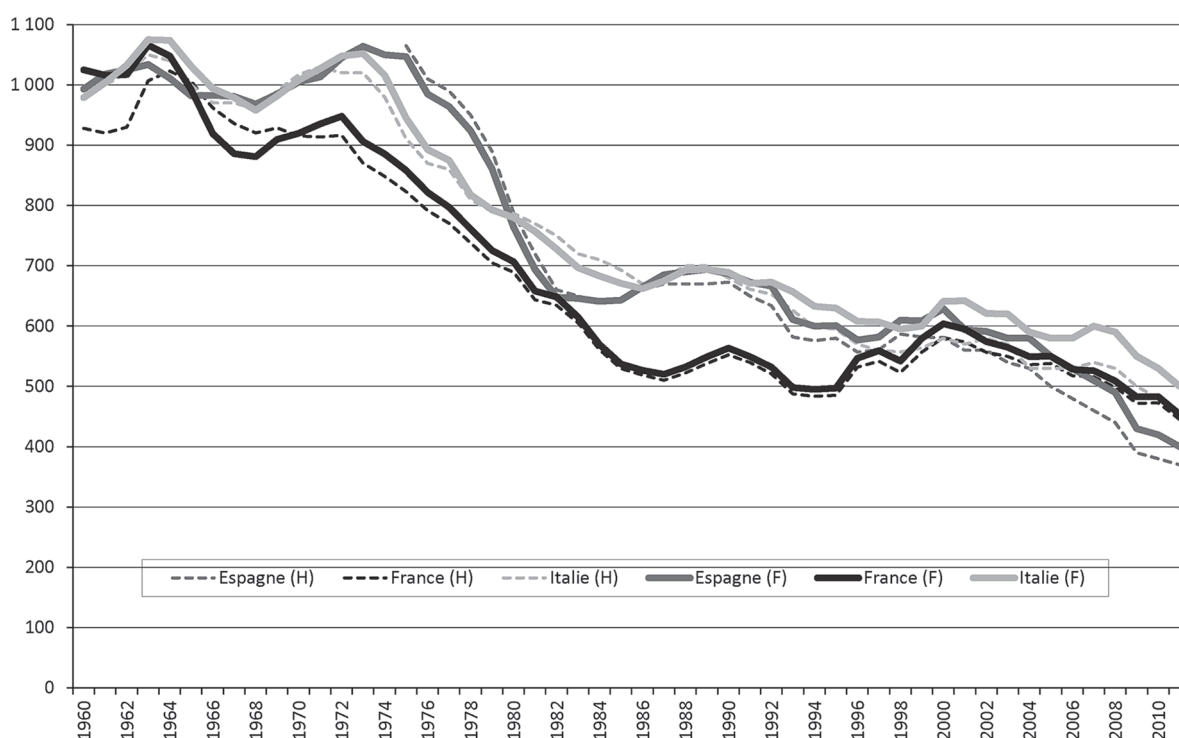
En relation avec une plus substantielle et durable augmentation de la population féminine en âge de procréer, à l'origine d'une plus large compensation du déclin de l'ICF, le nombre annuel de naissances vivantes a proportionnellement moins régressé en Espagne qu'en Italie (graphique 2). Sur la même période, 1960-2012, une baisse de l'ICF limitée à un demi-enfant par femme et une hausse plus marquée du nombre de femmes âgées de 15 à 49 ans ont permis un quasi-maintien du nombre de nouveau-nés en France.

Pratiquement nulle jusqu'à la fin des années 1970, en croissance extrêmement modérée au cours des décennies 1980 et 1990, en forte progression depuis une vingtaine d'années, la proportion de naissances hors mariage avoisine désormais 30 % en Italie et 35 % en Espagne. Ces proportions, encore très en retrait de la proportion française, démontrent cependant qu'il est de moins en moins impérieux d'être marié pour commencer de constituer une descendance, sinon pour la constituer intégralement.

Affaissement de la primo-nuptialité et montée des divorces et des remariages

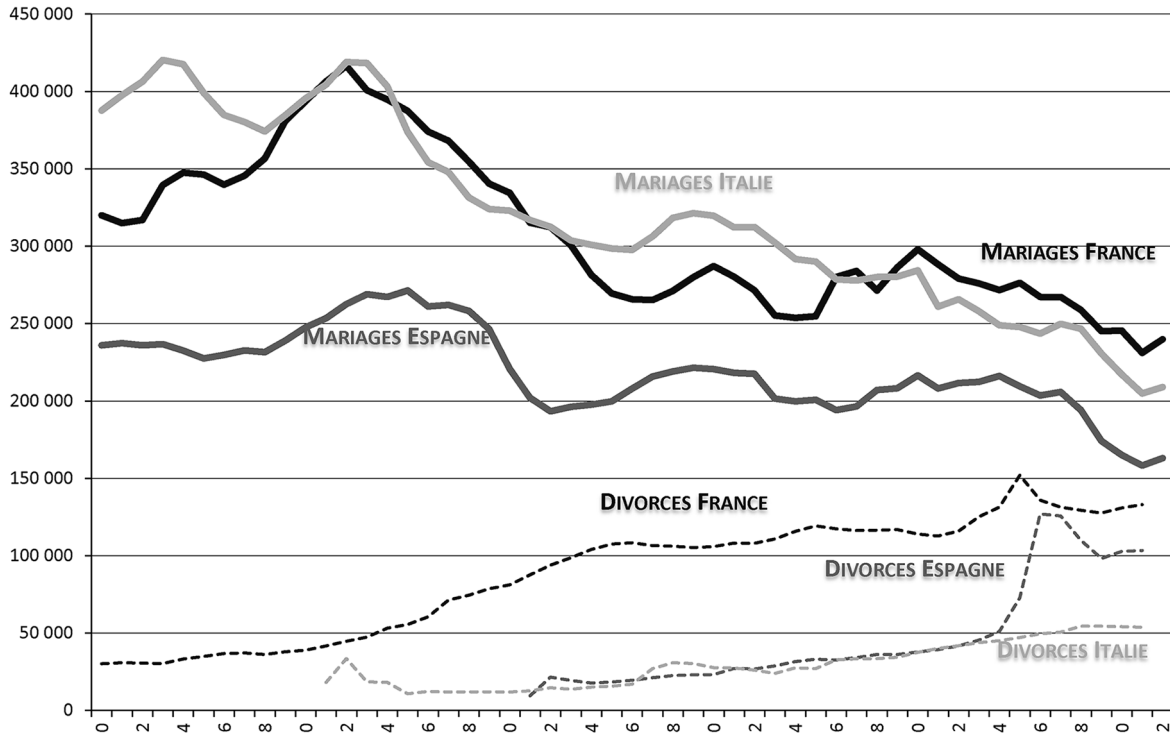
Phénomène à résonance quasi universelle en Espagne et en Italie jusqu'au début des années 1970, le mariage des célibataires – tel qu'apprécié à l'aune de l'indicateur conjoncturel – a fortement diminué d'intensité depuis (graphique 3). Il n'implique plus qu'à peine 50 % des hommes et des femmes, comme en France, respectivement âgés en moyenne de 33 ans et 31 ans (5 ans plus âgés que leurs homologues du début des années 1960 et un an plus âgés que leurs homologues français actuels).

Graphique 3. Espagne, Italie, France, 1960-2011
 Indice de primo-nuptialité des hommes et des femmes (pour 1 000 célibataires)



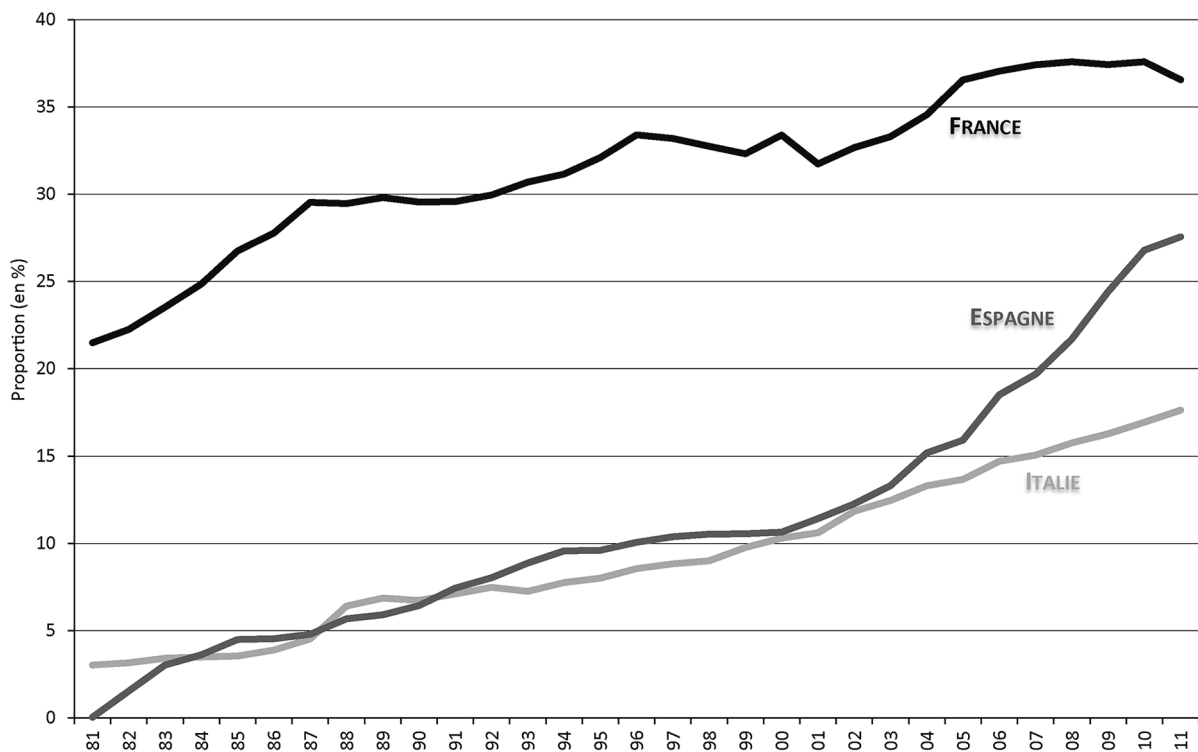
Sources : Eurostat, Insee

Graphique 4. Espagne, Italie, France, 1960-2012
Mariages et divorces



Sources : Eurostat, Insee

Graphique 5. Espagne, Italie, France, 1981-2011
Proportions de remariages (pour 100 mariages)



Sources : Eurostat, Insee

Le divorce connaît depuis les années 1980 une tendance à la hausse, plus lente et régulière en Italie qu'en Espagne (depuis la crise de 2006-2007, du moins) et nettement plus tardive dans ces deux pays qu'en France (où l'on estime que près d'un mariage sur deux conclu aujourd'hui se terminera par un divorce). La montée du divorce concerne toutes les durées de mariage (graphique 4).

Sur fond de baisse générale des mariages, ceux qui concernent au moins une personne divorcée augmentent fortement en nombre et en proportion (graphique 5). Le « zapping matrimonial » fait de plus en plus partie du paysage sociodémographique espagnol et italien.

Encadré 1 : Législation sur le divorce

La loi sur le divorce a été adoptée en 1970 en Italie et en 1981 en Espagne.

En matière de divorce, ces deux pays ont une place à part en Europe, en raison d'une reconnaissance tardive et de modalités de recours très spécifiques.

En Italie, la loi de 1970 ne s'est pas substituée à celle sur la séparation juridique, elle s'est surajoutée. Le processus qui conduit à la dissolution du mariage comporte deux étapes : d'abord la séparation puis le divorce après une période initialement fixée à cinq ans et, depuis 1987, réduite à trois ans. Si le moment qui marque la fin du mariage est la séparation, non le divorce, le processus juridique induit des difficultés de comparaison avec d'autres pays, et également d'analyse des conséquences de la dissolution, séparation et divorce s'avérant être *de facto* deux mesures différentes. La séparation est une décision à la suite de laquelle les deux parties sont toujours mariées ; en tant que telle, elle peut être définitive et conduire au divorce ou n'être que temporaire et donner lieu à révision. Le divorce marque l'arrêt définitif des effets du mariage et donne aux ex-conjoints la possibilité de contracter un nouveau mariage.

L'Espagne a adopté une réglementation du divorce similaire à la réglementation italienne de 1981 à 2005, à ceci près qu'aucun délai n'était requis entre la séparation et le divorce. Depuis 2005, la séparation ne constitue plus une étape préalable au divorce.

En France, la loi autorisant le divorce fut adoptée en 1792 par l'Assemblée nationale, modifiée et conservée par les rédacteurs du Code civil, puis abrogée sous la Restauration par la loi du 8 mai 1816. Le divorce ne fut officiellement rétabli que sous la Troisième République, avec la loi du 27 juillet 1884. La séparation juridique figure depuis longtemps aux côtés du divorce : c'est aux époux que revient de choisir le mode de rupture d'union le plus approprié à leurs croyances et besoins. La séparation de corps est une situation qui résulte d'un jugement mettant fin à l'obligation de vie commune d'un couple marié.

Les conséquences de la rupture d'un mariage : brève revue de la littérature

Les études sur le thème du divorce ont mis en évidence que la dissolution conjugale change radicalement les conditions de vie et le statut des ex-conjoints.

S'agissant de l'état de santé, la vulnérabilité se manifeste par l'aggravation de l'état physique et mental ou émotionnel des individus divorcés (Colman et al, 2010). La littérature la plus récente fait état d'une relation entre le divorce et certains handicaps des hommes et femmes divorcés (Strand 2010, Kalmijn, 2010). Les troubles psychologiques et les maladies chroniques seraient ainsi plus fréquents et prononcés chez les séparés/divorcés que chez les personnes vivant en couple. Enfin, certaines études suggèrent l'existence d'un lien fort entre divorce et dépression (Gahler et Garriga, 2012, Symoens *et al.*, 2010).

Certaines recherches mettent par ailleurs en avant que l'état de fragilité qui suit une rupture du mariage affecte aussi la vie sociale des individus touchés. Après le divorce, les réseaux interpersonnels se transforment, les rencontres avec les amis et la famille n'obéissent plus aux mêmes modalités que par le passé et, progressivement, la participation aux activités de loisirs se réduit (Symoens *et al.*, 2010 ; Solsona, 2011).

Des études permettent de conclure que le divorce provoque un déclin des indicateurs d'intégration sociale en multipliant les obstacles auxquels les individus doivent faire face afin de développer leur nouveau mode de vie (Kalmijn et Broese van Groenou, 2005). Plus précisément, on observe qu'hommes et femmes divorcés tendent, après la rupture, à renouer des contacts avec les amitiés très anciennement établies, alors qu'ils éprouvent de réelles difficultés à développer de nouvelles relations.

D'autres travaux (Kalmijn et Uunk, 2007) s'intéressent à la façon dont les normes sociales et l'intégration affectent les conditions de vie des personnes divorcées. Plus l'intolérance législative et la stigmatisation du divorce sont vives et plus difficiles et contrariés sont les liens sociaux des divorcés.

Dans le champ économique, de nombreuses études empiriques ont été conduites sur les conséquences de la rupture du mariage sur la situation financière des anciens conjoints (Strand, 2008, 2010 ; Poortman, 2000). D'une manière générale, il en ressort que le divorce est un indéniable facteur de vulnérabilité car il implique une réduction immédiate des ressources monétaires. D'un point de vue strictement financier, la situation des femmes apparaît plus dégradée après un divorce que celle des hommes. Les femmes ont beaucoup plus fréquemment que les hommes la garde des enfants ; séparations et divorces ont de ce fait, pour elles, des conséquences économiques plus durables que pour les hommes (Holden et Smock, 1991 ; Bianchi et al, 1999).

Toutefois, la prise en compte d'autres éléments que strictement monétaires, par exemple les privations associées au divorce, a pour effet de réduire très fortement l'écart de situation entre hommes et femmes : non pas en raison d'une amélioration du sort des femmes, mais en raison d'une très forte altération de celle des hommes (Andreß et Bröckel, 2007 ; Aassve et al, 2007).

La vulnérabilité des divorcés en Italie et en Espagne en 2009

Situation socio-économique et sanitaire des Italiens et des Espagnols en 2009

La crise économique, déclenchée en 2007 par les difficultés du secteur financier aux États-Unis, s'est rapidement transformée en plus grave épisode récessif de l'histoire récente.

En Italie et en Espagne, la crise, débutée en 2008, a interrompu le processus de croissance de l'emploi qui prévalait depuis une décennie, tiré par l'expansion des services (CES, ISTAT 2009). En 2009, l'emploi a chuté de près de 4 millions d'unités dans toute l'Union européenne (-1,7 %). En Espagne, la contraction s'est amorcée à la fin de 2007, atteignant 7,3 % en 2008-2009, et elle a contribué à plus d'un tiers de la baisse globale du nombre de salariés de l'Union européenne. En Italie, en France et au Royaume-Uni, le nombre d'employés a commencé de décliner vers mi-2008, la baisse en 2009 oscillant entre 0,8 et 1,6 %. Le taux d'emploi est passé dans l'UE de 65,9 % en 2008 à 64,6 % en 2009, en Italie de 58,7 à 57,5 % et de 53 % à 49,1 % en Espagne.

Une caractéristique commune, qui signe une différence substantielle par rapport à la crise de 1992-1993, est la concentration des pertes d'emplois chez les jeunes. À la fin de 2009, cinq millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans étaient chômeurs dans les pays européens, soit un taux de chômage égal à 18 %. En Italie, le chômage a touché environ 450 000 individus âgés de 15 à 24 ans (soit un taux de 25,4 %) ; en Espagne la proportion de chômeurs âgés de 20 à 25 ans est passée de 16,9 à 22,8 %.

Dans ces derniers pays, les hommes sont davantage touchés par la crise que les femmes mais pour ces dernières la situation est beaucoup plus compliquée, leur taux d'emploi étant globalement plus faible et leur condition économique plus difficile.

La contraction des niveaux d'emploi et la forte chute de la rémunération des salariés expliquent en grande partie la réduction du revenu disponible total des ménages. En Italie, en 2009, le pouvoir d'achat des ménages a diminué de 2,5 %, le revenu moyen des ménages augmentant en termes réels de seulement 3,4 % entre 2000 et 2009. Comme, sur la même période, la population résidente a augmenté de 5,8 %, la réduction du revenu par habitant a atteint 2,3 %, ce qui correspond à une perte annuelle par habitant de plus de 360 € (au prix de 2009). Face à cette situation, les familles italiennes ont contracté leurs dépenses de consommation finale, notamment les dépenses de santé (de 1,8 % en 2009), la propension à épargner a diminué de 0,7 point de pourcentage chutant à 11,1 %, la valeur la plus basse observée depuis le début des années 1990.

Malgré une auto-perception positive de la santé, le nombre et la proportion d'Espagnols atteints de maladies chroniques ont augmenté au cours des dernières années. Le nombre moyen de visites chez le médecin par habitant reste pratiquement inchangée par rapport aux années 1990. En raison d'une diminution significative des dépenses publiques, le secteur de la santé a été fortement pénalisé aussi bien en Espagne qu'en Italie (Puig-Samper, 2013).

EU-SILC 2009 : premiers enseignements

L'analyse statistique primaire des deux échantillons de séparés/divorcés espagnols (1 061 cas) et italiens (1 365 cas) menée par comparaison avec les échantillons d'individus mariés (17 359 espagnols, 24 959 italiens) ou séparés/divorcés remis en couple (273 espagnols, 316 italiens) de l'enquête EU-SILC 2009 confirme les considérations dérivant du débat théorique et met également en évidence quelques différences significatives entre les populations espagnole et italienne (tableau 2).

Tableau 2. Proportions de séparés/divorcés, mariés et remis en couple selon plusieurs dimensions de la vulnérabilité (2009)

Variables			ESPAGNE			ITALIE		
			Séparé ou divorcé	Séparé ou divorcé remis en couple	Marié	Séparé ou divorcé	Séparé ou divorcé remis en couple	Marié
Biographie	Âge	Plus de 40 ans	21,2	23,1	20,3	17,5	24,7	19,7
		Moins de 40 ans	78,8	76,9	79,7	82,5	75,3	80,3
	Sexe	Homme	35,0	56,0	49,8	38,1	54,4	49,9
		Femme	65,0	44,0	50,2	61,9	45,6	50,1
	Enfants à charge	Enfants à charge	37,6	55,3	49,0	31,9	47,2	46,5
		Sans enfants à charge	62,4	44,7	51,0	68,1	52,8	53,5
	Logement	Locataire	28,7	26,7	13,2	40,5	32,6	21,1
		Propriétaire	71,3	73,3	86,8	59,5	67,4	78,9
	Situation professionnelle	En emploi	60,3	67,4	47,8	-	-	-
		Sans emploi	39,7	32,6	52,2	-	-	-
Diplôme	Inférieur au baccalauréat	74,6	76,2	77,8	86,3	83,8	89,5	
	Bac ou plus	25,4	23,8	22,2	13,7	16,2	10,5	
Participation sociale	Rencontres avec amis et parents	Oui	81,6	87,2	83,9	70,8	80,1	70,8
		Non	18,4	12,8	16,1	29,2	19,9	29,2
	Intégration sociale	Oui	60,6	69,6	61,4	45,2	44,9	36,6
		Non	39,4	30,4	38,6	54,8	55,1	63,4
Santé	Auto-perception de la santé	Bon	64,5	70,7	65,7	61,9	70,2	60,9
		Mauvais	35,5	29,3	34,3	38,1	29,8	39,1
	Limitations des activités habituelles	Oui	30,6	24,9	27,5	28,6	21,2	29,0
		Non	69,4	75,1	72,5	71,4	78,8	71,0
	Recours aux médecins	Moins de 5	67,2	69,2	65,4	79,6	85,1	79,1
		Plus de 5	32,8	30,8	34,6	20,4	14,9	20,9
Maladie chronique	Oui	38,0	30,4	35,6	26,0	21,5	22,7	
	Non	62,0	69,6	64,4	74,0	78,5	77,3	
Situation financière	Pauvreté	Non	72,2	81,0	79,4	78,0	88,3	85,5
		Oui	27,8	19,0	20,6	22,0	11,7	14,5
	Capacité à faire face à des dépenses inattendues	Oui	51,0	65,6	71,3	59,9	74,1	73,0
		Non	49,0	34,4	28,7	40,1	25,9	27,0
	Budget personnel	Oui	71,5	82,4	76,1	69,2	75,6	75,6
		Non	28,5	17,6	23,9	30,8	24,4	24,4
	État financier fin mois	Difficilement	27,0	38,5	44,1	23,5	32,3	30,2
		Plutôt facilement	73,0	61,5	55,9	76,5	67,7	69,8
	Revenu annuel	Montant (en €)	20 719	29 666	29 482	25 932	42 121	37 869
	Retour à la famille d'origine	Cohabitant avec les parents	19,4	1,5	3,2	14,8	3,2	2,3
Non cohabitant avec les parents		80,6	98,5	96,8	85,2	96,8	97,7	

Source : Calculs des auteurs à partir de l'Enquête EU-SILC 2009

Participation sociale

En Italie, la proportion de séparés/divorcés qui déclarent ne pas consacrer de temps aux rencontres avec la famille et les amis est plus élevée que pour les mariés et les séparés/divorcés remis en couple.

Le niveau d'intégration sociale mesuré par la participation régulière aux activités de loisirs et associatives est plus faible en Italie qu'en Espagne, un pays où, en règle générale, les individus manifestent une plus forte propension à la socialisation, les séparés/divorcés se situant cependant en retrait des deux autres catégories d'individus étudiés. Par comparaison, les Italiens apparaissent comme des personnes éprouvant une certaine réticence à tisser de nouvelles relations ou à développer les relations existantes.

État de santé

En Espagne, on observe que les séparés/divorcés sont plus nombreux que leurs homologues italiens à déclarer avoir été limités dans leurs activités habituelles au cours des six mois ayant précédé l'enquête, à cause d'un problème de santé (31 %), ou avoir eu une maladie chronique ou à caractère durable (38 %).

Également l'état de santé des Espagnols en rupture conjugale apparaît nettement plus mauvais que celui des personnes dans la même situation matrimoniale en Italie : 32,8 % des Espagnols séparés/divorcés ont consulté plus de cinq fois leur médecin au cours des douze mois ayant précédé l'enquête, contre 20,4 % des Italiens dans la même situation.

À la question « comment estimez-vous votre état de santé général ? », les séparés/divorcés italiens sont cependant proportionnellement plus nombreux que les Espagnols à juger mauvais leur état de santé.

Situation financière

Le divorce induit une vulnérabilité économique très forte pour les enquêtés des deux pays : pour les Italiens comme pour les Espagnols, le divorce est synonyme de baisse des ressources disponibles et de dégradation de la situation économique. Ainsi les proportions de ceux qui déclarent ne pas pouvoir faire face à une dépense imprévue à la fin du mois et de ceux qui sont en dessous du seuil de pauvreté sont nettement plus élevées chez les séparés/divorcés que pour les remis en couple et pour les mariés. Toutefois, en Espagne, tous les individus semblent être davantage touchés par ce phénomène de paupérisation relative ; leur revenu moyen annuel est inférieur à celui des Italiens et cette situation s'applique à toutes les catégories (séparés/divorcés, mariés ou remis en couple).

Un autre premier enseignement intéressant à souligner est le suivant : la catégorie d'individus qui ressort comme la moins vulnérable, la mieux intégrée socialement, la moins touchée par des problèmes de santé ou des difficultés économiques est celle des séparés/divorcés remis en couple.

EU-SILC 2009 : analyses secondaires

Afin de procéder à une analyse plus approfondie, les variables ont été testées dans un contexte multidimensionnel afin d'identifier les aspects de la vie des personnes susceptibles d'être les plus impactés par la

rupture conjugale. Pour ce faire, on a recouru à la régression logistique multinomiale à l'aide de laquelle des modèles différenciés par sexe et par pays ont été estimés². Les modèles comparent les conditions des séparés/divorcés (catégorie de référence) à celle des mariés et des séparés/divorcés remis en couple, en fonction des variables indépendantes dont les odds ratio (risques relatifs) sont présentés dans le tableau 3.

Enseignements pour les hommes

– **En Espagne**, la significativité statistique permet des considérations intéressantes concernant les conditions de vie respectives des séparés/divorcés et des mariés.

La probabilité que les hommes mariés estiment positivement leur état de santé général est 1,7 fois plus élevée que celle des hommes séparés/divorcés ; toutefois, la probabilité qu'ils consultent leur médecin moins de cinq fois par an est inférieure à celle des séparés/divorcés. En d'autres termes, l'état de fragilité est davantage ressenti par les individus qui ont expérimenté la séparation ou le divorce, tandis que la condition physique ou mentale des hommes mariés nécessite objectivement plus de soins.

Les hommes mariés ont une probabilité plus faible que les hommes séparés/divorcés de participer à des activités de loisirs ou associatives. Au plan économique, les hommes mariés ont une probabilité également plus faible de pouvoir disposer régulièrement d'une partie de leur revenus pour leurs dépenses personnelles (vêtements, loisirs, épargne individuelle), mais par comparaison avec les séparés/divorcés, il est beaucoup moins probable qu'ils éprouvent des difficultés financières en fin mois.

– **En Italie**, les hommes mariés ont une probabilité plus faible que les hommes séparés/divorcés d'être socialement intégrés et de consacrer du temps aux rencontres avec la famille et les amis. Toutefois, même s'ils doivent renoncer à une vie associative riche, la condition économique des individus mariés est plus stable, bénéficiant, par ailleurs, de la vie en couple : par rapport aux séparés/divorcés, leur probabilité de pouvoir faire face à des dépenses imprévues est 1,4 fois supérieure.

Enseignements pour les femmes

– **En Espagne**, les femmes mariées ont une probabilité plus faible que les femmes séparées/divorcées de participer de façon active à la vie sociale. Leurs probabilités de consulter moins de 5 fois par an leur médecin et de présenter un problème de santé chronique sont également plus faibles que celles de ces dernières. En revanche, leurs probabilités de pouvoir faire face à une dépense imprévue et de pouvoir utiliser une partie de leur revenu à des fins personnelles sont respectivement 2,6 et 1,3 plus élevées que celles des femmes séparées/divorcées. Tout ceci confirme une condition sanitaire et économique plus dégradée pour les femmes qui ont vécu une rupture conjugale.

– **En Italie**, les variables significatives sont presque les mêmes et elles permettent de conclure que, dans ce pays aussi, les femmes séparées/divorcées sont davantage exposées au risque de maladies chroniques et de situation économique plus vulnérable que les femmes mariées. Il est intéressant de remarquer que la probabilité de consacrer habituellement du temps aux rencontres avec la famille et les amis est 1,8 fois plus forte pour les femmes séparées/divorcées remises en couple que pour les séparées/divorcées.

² En différenciant les modèles de régression selon le sexe, la taille de l'échantillon pour les sous-groupes s'est réduite, plus particulièrement celle des séparés/divorcés remis en couple. Nous avons cependant passé outre cette limitation par souci d'analyse plus exhaustive de la vulnérabilité des divorcés et pour mettre en valeur les différences entre hommes et femmes soulignées par la littérature et par les études empiriques (voir par. II)

Tableau 3. Variables associés à la probabilité de vulnérabilité
 Modèles de régression logistique multinomiale

			Espagne				Italie			
			Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
			Séparé ou divorcé vs. Remis en couple	Séparé ou divorcé vs. Marié	Séparée ou divorcée vs. Remise en couple	Séparée ou divorcée vs. Mariée	Séparé ou divorcé vs. Remis en couple	Séparé ou divorcé vs. Marié	Séparée ou divorcée vs. Remise en couple	Séparée ou divorcée vs. Mariée
Biographie	Âge	Plus de 40 ans	0,98	1,40**	1,88***	1,86***	1,31	1,54***	4,40***	2,90***
		Moins de 40 ans								
	Enfants à charge	Enfants à charge	4,48***	4,50***	1,10	1,23***	3,19***	4,02***	0,68**	0,83**
		Sans enfants à charge								
	Logement	Locataire	0,77	0,36***	1,23	0,48***	0,69**	0,38***	0,97	0,46***
		Propriétaire								
Situation professionnelle	En emploi	0,75	0,48***	0,82	0,23***	-	-	-	-	
	Sans emploi									
Diplôme	Inférieur au baccalauréat	2,58***	2,27***	2,06***	2,07***	1,39	2,02***	2,22***	2,91***	
	Bac ou plus									
Participation sociale	Rencontres avec amis et parents	Oui	1,07	1,14	0,93	0,93	1,09	0,80**	1,77**	0,97
		Non								
	Intégration sociale	Oui	1,22*	0,75**	0,82	0,74***	0,60**	0,51***	0,45***	0,35***
		Non								
Santé	Auto-perception de la santé	Bon	1,50*	1,70**	1,39	1,05	1,37	0,83	0,63	1,09
		Mauvais								
	Limitations des activités habituelles	Oui	1,28	0,99	1,04	0,89	1,03	1,41**	0,91	1,30
		Non								
Recours aux médecins	Moins de 5	0,97	0,75**	0,60	0,80**	1,37	0,82	0,96	0,84	
	Plus de 5									
Maladie chronique	Oui	0,93	1,09	0,73	0,76**	1,35	0,87	0,78	0,72**	
	Non									
Situation financière	Pauvreté	Oui	0,55**	0,38***	0,59**	0,64***	0,84	0,82	0,73	0,51***
		no								
	Capacité à faire face à des dépenses inattendues	Oui	0,73	1,09	2,23***	2,57***	1,36	1,42***	1,63**	1,50***
		Non								
	Budget personnel	Oui	1,08	0,72**	1,42	1,26**	0,66	0,84	0,98	1,37***
		Non								
État financier fin mois	Difficilement	0,78	0,66***	0,96	0,78**	1,64**	1,50***	0,90	0,88	
	Plutôt facilement									
Revenu annuel	Montant (en €)	1,00***	1,00***	1,00***	1,00***	1,00***	1,00***	1,00***	1,00***	
Retour à la famille d'origine	Cohabitant avec les parents	0,01***	0,03***	0,10***	0,16***	0,13***	0,07***	0,04***	0,07***	
	Non cohabitant avec les parents									
N			542	9 015	810	8 835	703	12 986	1 004	13 368
Pseudo R-cuadrado di Nagelkerke			0,22	0,22	0,21	0,21	0,18	0,18	0,19	0,19

Significativité statistique : *** p < 0,01 ; ** p < 0,05 ; * p < 0,1

Source : Calculs des auteures à partir de l'Enquête EU-SILC 2009

Deux aspects importants à souligner :

- en Espagne la variable pauvreté est hautement significative dans tous les modèles. Toutefois, il apparaît que le risque de pauvreté des individus appartenant aux catégories séparés/divorcés remis en couple et mariés est substantiellement plus faible que le risque encouru par les séparés/divorcés. Cela confirme les résultats des analyses premières.
- en Espagne comme en Italie, le revenu annuel disponible des ménages de personnes séparées/divorcées puis remises en couple et celui des personnes mariées sont plus élevés que celui des séparés/divorcés sans différenciation de genre.

Conclusions

Les analyses réalisées sur les séparés/divorcés en Italie et en Espagne confirment les évidences soutenues par la littérature : la rupture du mariage est un événement critique qui affecte tous les aspects de la vie des ex-conjoints. Elles portent à conclure que les personnes séparées/divorcées en Italie et en Espagne sont, en 2009, plus vulnérables que les personnes issues des catégories « remis en couple » et « mariés » à l'égard de la santé et de la vie sociale et économique.

De fait, il ressort qu'en Italie comme en Espagne :

- la situation économique des séparés/divorcés, de sexe masculin ou féminin, est en termes probabilistes plus précaire que celle des mariés ;
- qu'il s'agisse de maladie chronique pour les femmes, de limitation des activités habituelles pour les hommes, les atteintes à l'état de santé paraissent plus prégnantes pour les séparés/divorcés que pour les individus mariés.

Tous les modèles testés montrent par ailleurs que la probabilité de retour à la famille d'origine des séparés/divorcés est plus élevée que celle des mariés et des individus remis en couples. Ce dernier résultat, qui vaut autant pour les enquêtés espagnols qu'italiens, est sans doute à interpréter comme la preuve d'une insuffisance, sinon d'un manque, dans le système de protection sociale en faveur des personnes touchées par la dissolution d'une famille. En Italie et en Espagne, les familles d'origine des ex-conjoints constituent un maillon de la chaîne des solidarités fortement mis à contribution. Dans la mesure où, dans ces deux pays, et indépendamment de toute autre considération, la famille tend à devenir « incertaine » (Roussel, 1989), la question se pose de la pérennité de ce type de solidarité et de son éventuelle relève par des dispositifs plus collectifs. Les conclusions précédentes s'articulant toutefois sur une approche exclusivement transversale, la question de savoir avec quelle ampleur, selon quelles modalités et selon quel calendrier la rupture du mariage affecte les différents aspects de la vie des ex-conjoints reste posée et demanderait à être testée par le biais d'une analyse longitudinale.

Bibliographie

- Aassve A., Betti G., Mazzuco S., Menacarini L. 2007. Marital Disruption and Economic Well Being, *Journal of the Royal Statistical Society: Series A*, 170, p. 781-799.
- Andreb H-J., Bröckel M. 2007. Income and Life Satisfaction after Marital Disruption in Germany. *Journal of Marriage and Family*, 69, p. 500-512.

- Barbagli M. 1990. *Provando e riprovando. Matrimonio, famiglia e divorzio in Italia e in altri paesi occidentali*, Bologna, Il Mulino.
- Bastard B., Cardia-Vonèche L. 1999. Ruptures conjugales et prise en charge de la santé dans la famille, *Cahiers de sociologie et de démographie médicales*, n° 2/3, avril-septembre, p. 231-251.
- Bianchi S., Subaiyakahn J. L. 1999. The gender gap in the economic well-being of nonresident fathers and custodial mothers. *Demography*, 36, 2, pp. 195-203.
- Bonnet C., Solaz A., Algava E. 2010. Les changements professionnels en France autour de la séparation conjugale. *Population*, vol. 65, n° 2, p. 273-308.
- Chardon O., Daguet F. 2009, Enfants des couples, enfants des familles monoparentales : des différences marquées pour les jeunes enfants, *Insee Première*, n° 1216.
- Colman E., Symoens S., Bracke P. 2010. Differences in health care use among the divorced and the married: are they need-based?, *Eight Meeting of the European Network for the Sociological and Demographic Study of Divorce*, Valencia: España.
- Consejo Económico Y Social. 2010. *Economía, trabajo y sociedad, Memoria sobre la situación socioeconómica y laboral en España 2009*, Consejo Económico y Social, Madrid.
- Sandre De P., Pinnelli A., Santini A. 1999. *Nuzialità e fecondità in trasformazione: percorsi e fattori del cambiamento*, Il Mulino, Bologna.
- Festy P., Prokofieva L. 2004. Pauvreté réelle, conditions de logement et pauvreté ressentie par les femmes et les hommes en Russie après un divorce, *Famille et société dans l'espace est-européen et ex-soviétique : colloque international pluridisciplinaire*, 13 et 14 mai 2004.
- Festy P., Valetas M. 1987. Le divorce et après, *Population et Sociétés*, n° 215.
- García-Pereiro T., Pace R., Carella M. 2015. La evolución de la primera cohabitación de las mujeres en España: ¿cambio o estabilidad? *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, 151: 45-64. (<http://dx.doi.org/10.5477/cis/reis.151.45>).
- García Pereiro T., Solsona M. 2011. *Documents d'Anàlisi Geogràfica (Monogràfic "Geografies de la infància, la joventut i les famílies")*, 57 (1), p. 105-126.
- Gahler M., Garriga A. 2012. Has the Association between Parental divorce and young Adults' psychological problems changed over time? Evidence from Sweden, 1968-2000. *Journal of Family Issues*. (Published on line 14 June, 2012).
- Holden K., Smock P. 1991. The Economic Costs of Marital Dissolution: Why Do Women Bear a Disproportionate Cost? *Annual Review of Sociology*, Vol. 17, pp. 51-78.
- Institut national de la statistique et des études économiques. 2013. La situation démographique en France en 2011. http://www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/irweb/sd2011/dd/pdf/sd2011_brochure.pdf.
- Istituto Nazionale di statistica. 2010. *Rapport Annuale 2009. La situazione del paese*, ISTAT, Roma.
- Jalovaara M. 2013. Socioeconomic resources and the dissolution of cohabitations and marriages, *Revue européenne de démographie/European journal of population*, vol. 29, n° 2, p. 167-193. <http://ejournals.ebsco.com/Journal2.asp?JournalID=102885>. Accès réservé au texte intégral.
- Kalmijn M. 2010. Country differences in the effects of divorce on well-being: The role of norms, support, and selectivity. *European Sociological Review*, 26 (4), 475-490. doi: 10.1093/esr/jcp035
- Kalmijn M., Broese M. 2005. Differential effects of divorce on social integration, *Journal of Social and Personal Relationships*, 22, p.455-476.

- Kalmin M., Uunk W. 2007. Regional value differences in Europe and the social consequences of divorce: A test of the stigmatization hypothesis, *Social Science Research*, 36, p. 447-468.
- Lesthaeghe R. 1995. The Second Demographic Transition in Western Countries: an interpretation, in Mason K.O., Jensen A-M., *Gender and family changes in industrialized countries*, Oxford, Clarendon Press.
- Malcom M. 2012. A non cooperative marriage model with remarriage, *Review of economics of the household*, vol. 10, n° 1, p. 133-151.
- Martin C. 1997. *L'après divorce : lien familial et vulnérabilité*. Presses universitaires de Rennes.
- Poortman A. 2000. Sex differences in the economical consequences of separation, A Panel Study of the Netherlands *European Sociological Review*, 16, p. 367-383.
- Prioux F. 2006. Vivre en couple, se marier, se séparer : contrastes européens, *Population et sociétés*, Bulletin de l'Ined, n° 422, http://www.ined.fr/fichier/publication/1162/publi_pdf1_pop_et_soc_francais_422.
- Puig-Samper F. 2013. *El gasto sanitario en España*. Cuadernos de información sindical, 36.
- Régnier-Loilier A. 2013. Quand la séparation des parents s'accompagne d'une rupture du lien entre le père et l'enfant, *Population et Sociétés*, n° 500.
- Roussel L. 1989. *La famille incertaine*, Odile Jacob, 283p.
- Simó C., Solsona M. 2003. Importancia de la participación laboral como determinante del divorcio en España, *Papeles de Geografía* 37, pp. 245-259, Universidad de Murcia.
- Solsona M., Ferrer L., Simó C., MacInnes J., 2007. Trayectorias familiares después del divorcio. Una revisión de las contribuciones recientes desde la demografía, *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, p. 217-234.
- Symoens S., Bastaits K., Bracke P., Mortelmans D. 2010. Breaking up: how specific characteristics of the divorce process interact with the well-being of ex-partners after divorce, *8th meeting of the European network for the Sociological and Demographic study of divorce*.
- Solsona M. 2011. « Biografías de divorcio: Cambios de estado borrosos y trayectorias familiares complejas », *Notas de Población*, 93, p. 77-106.
- Strand A. 2008. The economic consequences of partnership dissolution for women and men in Norway and Britain and the redistributive role of the welfare state, *Sixth Meeting of the European Network for the Sociological and Demographic Study of Divorce*, Oslo.
- Strand A. 2010. Poverty risks and triggers. Family work and gender equality in Norway and Britain, *Eighth Meeting of the European Network for the Sociological and Demographic Study of Divorce*, Valencia.
- VAN de Kaa D. J. 1987. Europe's second demographic transition. *Population Bulletin* 42(1).
- Vignoli D., Ferro I. 2009. Rising marital disruption in Italy and its correlates, *Demographic Research*, 20, (4), p. 11-36.
- Zanatta A. L. 2008. *Le nuove famiglie. Felicità e rischi delle nuove scelte di vita*. Bologna: Il Mulino.